



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

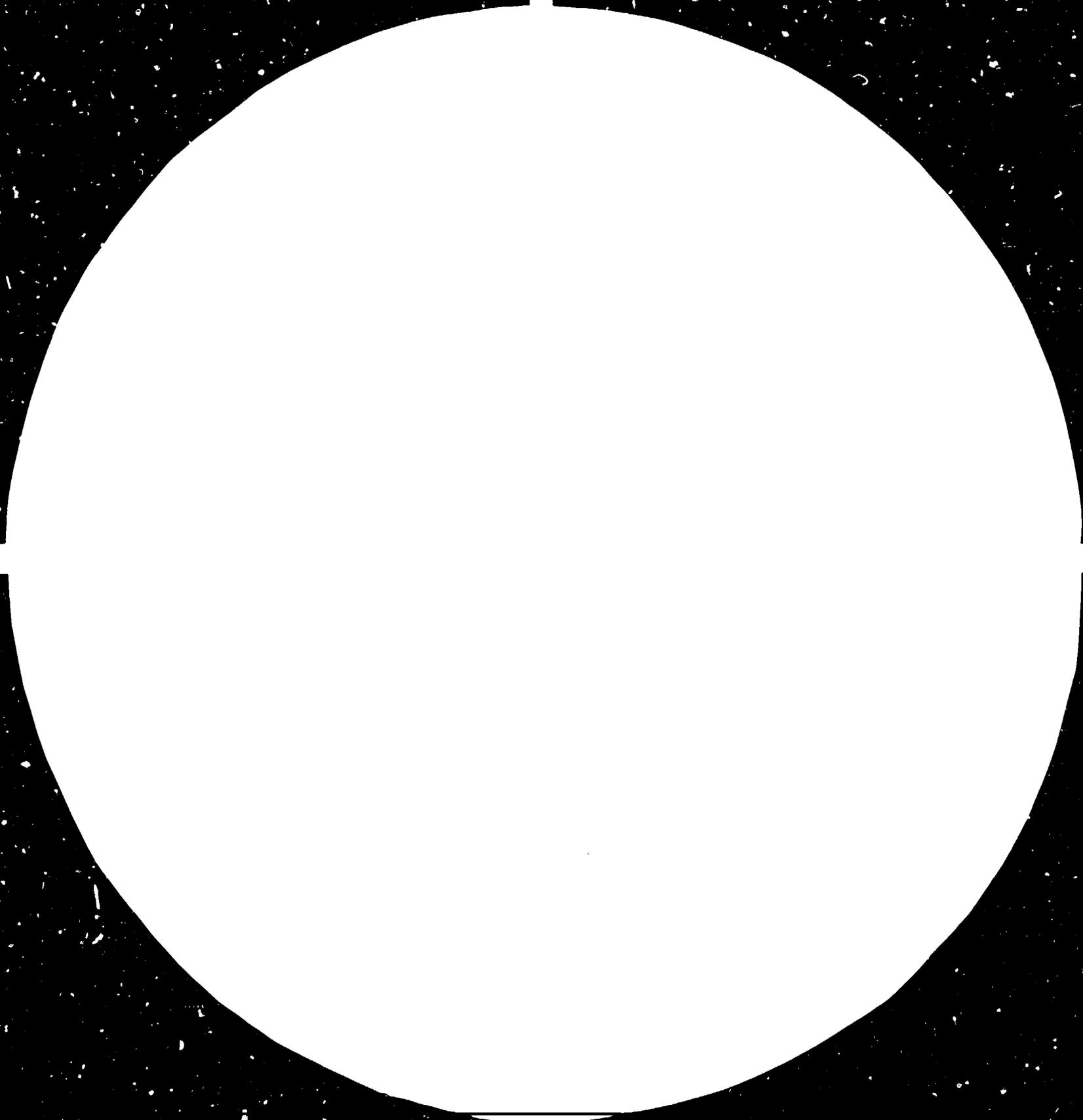
## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)



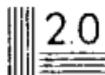


28

32

36

40



MICROSCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS  
1963-A  
MAY 1963 EDITION  
GPO : WASHINGTON, D. C. 20540

Point 4) de l'ordre du jour provisoire

DECLARATIONS ET PLANS D'ACTION DE LIMA ET NEW DELHI :  
RETROSPECTIVE ET PERSPECTIVE :

- a) EXAMEN DES PROGRES ET DES DIFFICULTES;
- b) PERSPECTIVES DE REALISATION DE L'OBJECTIF  
DE LIMA

Document d'information établi par le secrétariat de l'ONUDI

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION . . . . .	1 - 8	3
<u>Chapitre</u>		
I. PROGRES DE L'INDUSTRIALISATION . . . . .	9 - 21	5
A. Vue d'ensemble . . . . .	9 - 12	5
B. Amérique latine . . . . .	13	6
C. Afrique . . . . .	14	6
D. Asie occidentale . . . . .	15	7
E. Asie du Sud et de l'Est . . . . .	16	7
F. À l'échelle nationale . . . . .	17 - 19	7
G. A l'échelle sectorielle . . . . .	20 - 21	9
II. REPERCUSSIONS DE LA CRISE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ACTUELLE SUR L'INDUSTRIALISATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT . . . . .	22 - 32	11
III. INTERDEPENDANCE DE L'ECONOMIE MONDIALE . . . . .	33 - 46	15
IV. PERSPECTIVES A LONG TERME DE L'INDUSTRIALISATION . . . . .	47 - 53	21
V. OPTIONS DE POLITIQUES ET DE STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT . . . . .	54 - 63	24
VI. COOPERATION INTERNATIONALE : NORD-SUD ET SUD-SUD . . . . .	64 - 87	28
A. Biens d'équipement . . . . .	72 - 75	31
B. Industries fondées sur les ressources naturelles . . . . .	76 - 77	33
C. Coopération Sud-Sud dans la gestion des moyens de production industriels : pétrole et minéraux . . . . .	78 - 80	33
D. Complémentarité en tant que fondement des coentreprises . . . . .	81 - 83	34
E. Monnaies nationales et échanges Sud-Sud . . . . .	84 - 85	36
F. Institutions technologiques . . . . .	86 - 87	37
VII. CONCLUSIONS . . . . .	88 - 92	38
<u>Notes</u>		40

## INTRODUCTION

1. Au cours des dix années 1963-1973, la production manufacturière des pays en développement a progressé en moyenne de 8 % par an. Même pendant la période plus difficile de 1973 à 1980, ils sont parvenus à réaliser une croissance moyenne de 5,8 %. Ces chiffres constituent un succès remarquable et représentent une modification des structures de l'économie des pays en développement ainsi qu'une plus forte participation aux échanges internationaux, une plus large acquisition de compétences, un accroissement des capacités de production et des connaissances techniques et une amélioration de l'infrastructure institutionnelle.

2. Les résultats et les espoirs qu'ils ont pu susciter sont maintenant menacés. La crise économique mondiale des dernières années a mis fin à la croissance régulière des années précédentes, amenant de nombreux pays en développement au bord de la catastrophe. Il n'est pas rare de voir ceux-ci cumuler situation financière périlleuse, pénurie d'aliments et d'énergie, et une chute, trois années de suite, du revenu par habitant.

3. La crise a mis à jour l'interdépendance de l'économie mondiale. Nord et Sud sont tous les deux perdants. Mais cette interdépendance est inégale : ce sont les pays en développement qui ont le plus perdu. La crise a en effet confirmé, voire accentué leur vulnérabilité.

4. Dans ces conditions, on pourrait être tenté de remettre à plus tard l'examen de l'industrialisation des pays en développement. Mais l'industrie continue d'être la clef de voûte du développement et constitue à la fois un rouage indispensable à une économie efficace et intégrée, le moyen d'atteindre une plus grande autodétermination, une source d'avantages matériels et un instrument dynamique de croissance. Il faut prendre de toute urgence des mesures au plan international pour que les progrès réalisés jusqu'à présent ne soient pas annulés et qu'ils puissent se poursuivre à un rythme soutenu.

5. Toutes les questions essentielles relatives à l'industrialisation sont inscrites à l'ordre du jour de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Dans le cadre de la préparation à la Conférence, il a été tenu une série de réunions d'experts de haut niveau, portant sur tous les sujets importants : technologie, ressources humaines, stratégies et politiques industrielles, coopération économique entre pays en développement, et énergie. Les conclusions de ces réunions, et celles d'autres études encore, se retrouvent dans les documents thématiques et documents de base préparés pour chacun des points de l'ordre du

jour de la Conférence. On espère donc que la Conférence pourra procéder à un examen approfondi de ces questions critiques que sont les ressources humaines, la technologie, les finances, l'énergie, la restructuration et la réorganisation, la transformation des matières premières, le développement rural, les pays les moins développés et la coopération Sud-Sud. Les objectifs à atteindre dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique feront l'objet d'un examen particulier.

6. Le présent document vise toutefois à analyser le seuil critique désormais atteint par les pays en développement dans leur industrialisation ainsi que les moyens et mesures qui permettraient une reprise de la croissance. La crise économique actuelle a mis à jour la façon dont les structures existantes freinent l'industrialisation du Sud. Il faut par conséquent changer les structures, réduire l'asymétrie des relations existantes et remédier à la vulnérabilité actuelle de nombreux pays en développement.

7. Dans la modification des structures existantes, la technologie est d'une importance cruciale. Comme l'a signalé le Comité de la planification du développement, à l'heure actuelle, c'est la maîtrise de la technologie qui détermine la structure internationale du pouvoir, c'est la technologie qui conditionne la distribution internationale des revenus<sup>1/</sup>. Seuls le progrès technique et l'industrialisation peuvent permettre aux pays en développement de réduire leur dépendance à l'égard de l'extérieur, de préserver et de renforcer leur compétitivité sur le marché mondial et d'atteindre une croissance autonome.

8. Dans la présente analyse on s'efforce donc de dépasser le simple constat des résultats peu satisfaisants des années précédentes pour examiner les causes d'une absence de progrès - dont les origines sont à chercher dans la structure même des relations économiques internationales et des économies des pays en développement - et on avance l'idée que l'industrialisation des pays en développement et la reprise de l'économie mondiale sont conditionnées l'une par l'autre. La coopération, à la fois Nord-Sud et Sud-Sud, visant à modifier les structures existantes et à faire place au progrès, doit être pour la communauté mondiale un objectif fondamental.

## I. PROGRES DE L'INDUSTRIALISATION

### A. Vue d'ensemble

9. L'analyse la plus récente indique qu'en 1975, la part des pays en développement représentait 10 % du total mondial de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (VAM)\*. Pour 1982, cette part est estimée à 11 %, ce qui signifie que depuis sept ans que cet objectif a été adopté, la part des pays en développement dans la VAM mondiale n'a augmenté que d'un seul point. L'analyse des chiffres pour les exercices entre 1975 et 1982 montre que cette part de 10 % n'a pas progressé du tout entre 1975 et 1977 et qu'elle est donc restée constante. Elle a légèrement augmenté en 1978, atteignant 10,3 % et en 1979, 10,5 %. Les 11 % ont été atteints en 1980. Les premiers chiffres pour 1981 indiquent un léger fléchissement (10,9 %); les 11 % devraient de nouveau être atteints en 1982.

10. Il est à souligner que cette absence de progression de la part des pays en développement s'est produite à une période où la croissance du secteur manufacturier dans les pays développés à économie de marché était faible. Entre 1975 et 1982, l'augmentation moyenne annuelle de la VAM a été de 1,9 % seulement dans ce groupe de pays.

11. Les modifications limitées de la répartition de la production manufacturière dans le monde sont révélatrices de l'insuffisance des progrès si l'on tient compte non seulement de l'objectif quantitatif fixé par la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (ID/CONF.3/31, chap. IV), mais, ce qui est plus important encore, de la coopération industrielle vivement préconisée par la Déclaration. Aucune impulsion réelle n'a été donnée à l'industrialisation des pays en développement. L'esprit de coopération et d'action collective dans lequel la communauté mondiale avait promis son aide en vue de faire progresser les pays en développement et d'établir un nouvel ordre économique international, n'a guère eu d'effet pratique. Un aspect fondamental de la Déclaration et du Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (ID/CONF.3/31, chap. IV) était que la mise en place de la nouvelle structure industrielle mondiale recommandée dans

---

\* Calculé d'après les données disponibles au moment de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, ce chiffre était de 7 %. Le chiffre de 10 % a été obtenu après ajustement compte tenu des prix de 1975 (par rapport aux prix de 1970) et après inclusion de nouveaux éléments.

ces textes dépendait de mesures concertées et soutenues prises dans un esprit de coopération, par tous les pays : depuis sept ans que la Déclaration a été adoptée, le monde a connu, au contraire, une succession de crises économiques et une mise à l'écart - si ce n'est un abandon total - d'une meilleure coopération.

12. Ces statistiques sommaires ne donnent qu'un aperçu des progrès de l'industrialisation dans les pays en développement depuis 1975. Cela dit, l'examen de chiffres plus détaillés n'est guère plus encourageant. Un des chiffres les plus frappants : tout au long de la période envisagée, les pays les moins développés ont obtenu une part négligeable - 0,2 % pour chaque année - de la VAM mondiale. Là encore il y a un contraste regrettable avec la Déclaration de Lima qui demandait que l'on accorde une attention spéciale à ces pays, sous forme d'octroi de ressources techniques et financières ainsi que de biens d'équipement pour leur développement industriel.

#### B. Amérique latine

13. Les résultats ont été particulièrement décevants en Amérique latine, dont la part dans la VAM a stagné au cours de la période 1975-1982. Dans le cadre des objectifs fixés par la Déclaration de Lima, un certain nombre d'objectifs régionaux avaient été adoptés et celui de l'Amérique latine fixé à 13,5 % de la VAM mondiale. S'il est vrai que l'industrialisation a bien progressé dans certains pays d'Amérique latine, d'autres ont été moins favorisés. Une baisse de la part dans la VAM en 1975 et 1978 a été suivie par un accroissement qui, en 1980, dépassait celui de 1975, mais un nouveau fléchissement a été constaté depuis lors.

#### C. Afrique

14. En 1975, la région africaine avait une part de 0,88 % de la VAM mondiale. En 1982, cette part atteignait 1,11 %. Ce chiffre dépasse en fait l'objectif de 1 % fixé pour 1985 dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Il semble donc à première vue que l'objectif de 1,4 % pour 1990 et 2 % pour l'an 2000 soit plus réalisable, vu les tendances actuelles, que l'objectif fixé pour l'Amérique latine. Il convient toutefois de rappeler que la nature relative de l'objectif signifie qu'en l'absence d'une reprise soutenue de l'économie mondiale, la VAM réelle de l'Afrique, en termes absolus, pourrait rester faible et donc n'apporter qu'une contribution limitée au développement global de cette région.

D. Asie occidentale

15. La région d'Asie occidentale, pour laquelle aucun objectif n'avait été adopté, a connu une légère augmentation de sa part de la VAM mondiale, passant de 0,67 % en 1975 à 0,80 % en 1982. Cette progression reste toutefois modeste si l'on songe aux investissements considérables réalisés dans le secteur manufacturier de cette région. En dépit d'une injection massive de ressources, provenant des revenus pétroliers, dans le secteur manufacturier, les progrès n'ont pas été marquants et, en tout état de cause, n'ont pas suffi à contribuer d'une manière significative à l'amélioration globale de la part des pays en développement dans l'industrie mondiale.

E. Asie du Sud et de l'Est

16. Quant à la région de l'Asie du Sud et de l'Est, pour laquelle l'objectif pour l'an 2000 est de 10 % de la production mondiale, elle a progressé de manière quasi constante, passant de 2,7 % en 1975 à 3,4 % en 1982. Les résultats industriels de plusieurs pays de la région sont très remarquables. C'est la croissance de la part de cette région dans la VAM mondiale qui a le plus contribué à la légère amélioration de la part globale des pays en développement depuis l'adoption de l'objectif de Lima en 1975. Ici encore, les statistiques sommaires cachent une réalité moins monolithique. En effet, des taux de croissance élevés dans un sous-ensemble de pays de la région font progresser la part de la région dans la production manufacturière mondiale, alors que d'autres pays en développement de l'Asie n'ont pu, tant s'en faut, enregistrer des résultats du même ordre.

F. A l'échelle nationale

17. La Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (ID/CONF.3/31, chap. IV), en fixant l'objectif de 25 %, demandaient que l'on s'efforce "de faire en sorte que la croissance industrielle ainsi réalisée soit répartie aussi équitablement que possible entre les pays en voie de développement"<sup>2/</sup>. Cet objectif n'a pas encore été atteint. Comme le signale le numéro spécial du Industrial Development Survey<sup>3/</sup>, en 1980 dix pays en développement ont, à eux seuls, obtenu 70 % de la VAM pour l'ensemble de cette catégorie et cinq d'entre eux (l'Argentine, le Brésil, l'Inde, le Mexique et la République de Corée) ont représenté pas moins de 56 % de la production industrielle du Sud. Entre 1963 et 1980, les pays en

développement ayant le revenu le plus faible (ceux dont le revenu par habitant ne dépassait pas 195 dollars des Etats-Unis en 1978) ont subi une baisse constante de leur part de la VAM mondiale. Les pays à faible revenu ont obtenu 11 % seulement dans la VAM des pays en développement en 1980, alors que la population de ces pays représentait 51 % de celle des pays en développement dans leur ensemble.

18. Ces chiffres révèlent de nombreuses disparités dans les progrès de l'industrialisation d'un pays en développement à l'autre. Celles-ci peuvent être dues à des facteurs naturels, tels que les ressources minérales, la population (et, partant, le marché intérieur) et les caractéristiques géographiques du pays (par exemple, l'existence ou non d'un débouché sur la mer). Par ailleurs, les politiques de développement des différents pays ont inévitablement des effets cumulatifs. Une politique vigoureuse d'industrialisation axée sur les exportations, traduisant souvent une élaboration technique délibérée des produits exportés, entraînera à la longue une assimilation des connaissances techniques et commerciales dans l'ensemble de l'économie. Cela conduit certes à une transformation qualitative mais d'un coût élevé - celui-ci pouvant notamment provoquer une vulnérabilité accrue du processus d'industrialisation. Le groupe de pays que l'on appelle souvent "les pays nouvellement industrialisés" en sont l'exemple : en 1982, étant donné leur dépendance à l'égard du marché extérieur, le taux de croissance du secteur manufacturier d'un certain nombre d'entre eux a été bien inférieur à celui des années précédentes. Par ailleurs, les pays très peuplés, tels que la Chine et l'Inde, ayant adopté des politiques d'industrialisation davantage axées sur le marché intérieur, sont moins tributaires des marchés extérieurs. En 1982, ces deux pays ont continué de bénéficier d'une croissance impressionnante de leur production industrielle (7,0 % et 4,5 % respectivement). En contrepartie, ils participent moins que d'autres aux échanges internationaux. Entre ces deux extrêmes se trouve un grand nombre de pays en développement ayant adopté une politique mixte souvent parce que les facteurs naturels déjà mentionnés ont empêché l'adoption d'une stratégie axée essentiellement sur les exportations ou une stratégie de substitution des importations et, très souvent aussi, parce que la faiblesse d'un autre secteur clef - à savoir l'agriculture - ou l'absence de ressources énergétiques propres ou encore la faiblesse du revenu par habitant fait peser une contrainte sur les ressources d'investissements.

19. Lors de la Réunion préparatoire de haut niveau en vue de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI<sup>4/</sup>, les différences ainsi perçues ont amené à l'établissement d'une typologie des pays en développement. Il a été reconnu que l'on pouvait distinguer utilement trois groupes de pays : les pays ayant un potentiel d'accroissement de leurs exportations de produits manufacturés; ceux dont la population est suffisamment importante pour permettre une stratégie axée sur le marché intérieur et enfin ceux qui doivent combiner les deux. Ce dernier groupe comprendrait les pays les moins développés, sans toutefois se limiter à eux. C'est en retenant cette classification en trois groupes que la réunion a fait ses recommandations.

#### G. A l'échelle sectorielle

20. La part de la production manufacturière dans l'économie des pays en développement est en progression constante. La part du secteur manufacturier dans le produit intérieur brut (PIB) est passée de 15,0 % en 1963 à 18,1 % en 1973 et 19,2 % en 1980. Ces chiffres, représentant la moyenne pour un groupe de 93 pays en développement, montrent une progression régulière du développement structurel sur le plan interne. S'il est vrai que les pays à revenus plus élevés représentent une plus grande part de la production manufacturière, même le groupe de pays ayant les plus bas revenus ont vu progresser la part de la production manufacturière dans le PIB de 12,5 % en 1963 à 14,4 % en 1973 et 15,1 % en 1980. Contrastant avec l'augmentation globale de la part manufacturière, la part de l'agriculture a fléchi de manière plus brutale au cours de la même période, passant de 28,4 % en 1963 à 19,9 % en 1973 et 17,4 % en 1980. Même pour le groupe de pays ayant les revenus les plus faibles, cette part est tombée de 47,4 % en 1963 à 41,8 % en 1973 et 38 % en 1980. Ainsi, les transformations structurelles préparent la voie aux progrès à venir.

21. Les chiffres disponibles pour l'année 1980, période au cours de laquelle la part des pays en développement dans la VAM mondiale était la même qu'en 1982, c'est-à-dire 11 % montrent que la part de ces pays dans la production de différents secteurs manufacturiers a été très inégale. Par exemple, cette année là, les pays en développement ont représenté une part importante de la production mondiale totale dans les industries traditionnelles telles que les produits alimentaires (15,1 %), les boissons (18,6 %), le tabac (30,7 %) et les textiles (18,7 %), ainsi qu'une part très élevée du raffinage du pétrole (41,8 %). A l'inverse, ces pays figurent pour une part minime dans les secteurs plus avancés tels que la métallurgie (7,3 %), l'outillage non électrique (5,0 %), l'outillage

électrique (6,6 %) et le matériel de transport (7,5 %). Ces parts n'ont quasiment pas bougé depuis 1975. Etant donné l'importance de ces secteurs dans la croissance globale d'une économie moderne, sur le plan tant des biens d'équipement que sur celui de l'infrastructure pour accélération ou développement économique et social, les conséquences pour les pays en développement sont très graves pour ce qui est de leur croissance et de leur autonomie. Par ailleurs, c'est l'existence même et le fonctionnement harmonieux de ces industries sur lesquelles repose tout le complexe industriel des économies modernes qui conditionnent en très grande partie le développement technologique, l'efficacité et la souplesse indispensables au progrès.

## II. REPERCUSSIONS DE LA CRISE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ACTUELLE SUR L'INDUSTRIALISATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

22. Les pays en développement avaient réussi dans le passé à atteindre un taux de croissance raisonnable dans le secteur manufacturier : en moyenne 8 % par an de 1963 à 1973. Or, une caractéristique de la crise actuelle est que non seulement la part des pays en développement dans la VAM mondiale n'a presque pas augmenté depuis 1975, mais aussi que les taux de croissance élevés enregistrés par ces pays dans le secteur manufacturier sont chose révolue : ils sont tombés à 0,4 % et 0,1 % en 1981 et 1982, respectivement. Au début des années 70, les pays en développement avaient su opposer une résistance remarquable à la récession mondiale et maintenir le PIB ainsi que le secteur manufacturier à des niveaux de croissance acceptables, malgré les graves difficultés créées par le ralentissement économique dans le Nord où, par exemple, la croissance du PIB des pays développés ne dépassait pas 1 % en 1975 et celle de la VAM était de -1,2 %. Aujourd'hui, par contre, les pays en développement n'ont pas réussi à échapper à la crise et le recul de l'économie est plus dur encore pour eux que pour le Nord.

23. La crise actuelle se caractérise en particulier par le ralentissement des échanges internationaux dont la croissance annuelle, qui était de 8,5 % de 1963 à 1973, est tombée à 3,5 % seulement entre 1973 et 1981, pour rester inchangée en 1981 et même baisser de 1 à 2 % en 1982<sup>5/</sup>. La faible croissance des économies du Nord a eu de graves incidences sur la demande, lesquelles, accompagnées par un protectionnisme renforcée, ont aussi frappé durement les exportations de produits manufacturés des pays en développement. D'autre part, le fléchissement des recettes totales d'exportation de ces pays, conjugué avec les lourdes contraintes que la crise actuelle fait peser sur les balances des paiements, a conduit nombre de ces pays à réduire leurs importations. En 1982, pour la première fois depuis 20 ans, les importations des pays en développement ont baissé en volume\*.

---

\* Les termes de l'échange pour ce groupe de pays ont baissé de 3 % en 1982, cinquième année de la récession. Etude sur l'économie mondiale (Publication de l'Organisation des Nations Unies, numéro de ventes E.83.II.C.1), page 4.

24. Les pays en développement importateurs nets d'énergie, en particulier, se sont vus dans l'obligation d'emprunter à des taux commerciaux. Aucune autre voie ne leur était ouverte. Le volume de l'assistance officielle au développement, qui avait augmenté de 4 % par an en valeur réelle à la fin des années 70, a subi une baisse de 11 % en prix nominaux en 1981 et n'a sans doute pas retrouvé en 1982<sup>6'</sup> le niveau de 1980. Les investissements directs privés ont repris de l'ampleur dans les pays en développement à la fin des années 70, mais leur augmentation de 25 % en 1981 n'a pas été suffisante pour compenser les contraintes qui s'exercent sur les balances des paiements des pays du Sud. Ce sont donc les marchés internationaux de capitaux qui ont constitué la principale source de financement. Ce choix semblait tout indiqué tant que les taux d'intérêt étaient raisonnables, mais la flambée des taux en 1981 et en 1982 a découragé les nouveaux emprunts et porté le coût du service de la dette extérieure à un point où les difficultés devenaient quasi insurmontables pour de nombreux pays. Le coefficient du service de la dette pour l'ensemble des pays en développement était de 13,5 % en 1970 et de 13,6 % en 1980 mais, en 1981, il est passé à 16,3 % et devrait atteindre 20,7 % en 1982<sup>7'</sup>. Pris individuellement, les chiffres sont encore plus alarmants : en 1982, ce coefficient était de 28,3 % dans les pays d'Afrique à faible revenu et de 53,2 % dans les pays d'Amérique latine importateurs de pétrole. Là encore, les envois de fonds des travailleurs migrants qui avaient constitué une source importante de devises pour un certain nombre de pays en développement ont également été touchés par le ralentissement de l'activité dans les pays industrialisés\*.

25. Les difficultés de balance des paiements ont trois types d'incidences sur le secteur industriel dans les pays en développement : à court terme, une perte de rentabilité des investissements existants, parce que la réduction des importations ne permet pas d'obtenir en quantités suffisantes les matières premières et les biens intermédiaires, ni les pièces détachées et les machines de remplacement. Ce phénomène se traduit par une sous-utilisation des capacités. A moyen terme, la difficulté est de mener à bien des projets industriels déjà en cours, en raison aussi de la réduction des importations. Enfin, de nouveaux projets déjà prévus doivent être ajournés ou annulés. De tels problèmes s'accumulent lorsque l'entreprise, dans sa capacité existante ou prévue, est orientée vers l'exportation car, dans ce cas, la baisse du volume de la demande mondiale, qui est un élément de la récession, constitue un nouvel obstacle à la viabilité de l'entreprise.

---

\* Les envois de fonds effectués par les travailleurs à destination des pays en développement ont augmenté à un taux annuel moyen de 26,4 % en valeur, entre 1970 et 1980, mais de 7,2 % seulement entre 1980 et 1982 (Rapport sur le développement dans le monde 1983 de la Banque mondiale), page 15.

26. Dans les réponses qu'ils ont envoyées à l'ONUDI pendant la troisième enquête, les gouvernements des pays en développement ont indiqué qu'ils avaient bien conscience des lourdes conséquences de la crise économique actuelle, en particulier de la récession dans le Nord, du niveau élevé des taux d'intérêt, de la dégradation des termes de l'échange pour les pays en développement, des problèmes de change et de l'aggravation du protectionnisme. En dépit de ces circonstances, ils n'ont pourtant pas modifié leur stratégie fondamentale qui fait du secteur industriel le pilier de la croissance économique. Toutefois, l'aggravation de la crise au cours des dernières années, ainsi que les résultats catastrophiques de 1982 ont commencé à imposer une réévaluation des politiques d'industrialisation à la fois aux niveaux national et international.

27. C'est à la même conclusion qu'ont abouti les participants à une réunion sur les stratégies et politiques de développement industriel dans les pays en développement, qui s'est tenue à Lima en vue de la préparation de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI :

"Dans la discussion sur les stratégies et les politiques d'industrialisation des pays en développement pour les années 80 et 90, les participants sont convenus que ceux-ci devraient réexaminer leurs politiques existantes et en instituer de nouvelles qui soient adaptées aux nouvelles réalités macro-économiques de l'économie mondiale." 8/

28. Que la récession dans les pays développés soit proche de la fin et que cette récession n'ait été que cyclique, ou bien qu'il s'agisse simplement d'un symptôme - sa persistance serait alors à craindre - d'un malaise structurel profond de l'économie mondiale, qu'il convient d'en tirer des enseignements. La récession a montré la vulnérabilité des pays en développement due à leur dépendance à l'égard du Nord, ses conséquences ayant été beaucoup plus lourdes pour le Sud. De même, elle a mis à jour la vulnérabilité des stratégies d'industrialisation qui sont liées de trop près aux exportations de matières premières ou de produits manufacturés à destination de pays développés. Elle a fait prendre conscience de l'importance du marché intérieur et redonné de l'élan à la coopération économique et technique entre les pays en développement eux-mêmes.

29. Bien que la récession mondiale ait plus durement frappé certaines branches du secteur manufacturier des pays en développement que d'autres, elle a particulièrement touché quelques grandes industries qui sont au coeur des aspirations à l'industrialisation de nombreux pays en développement, à savoir la métallurgie, la pétrochimie, et les industries mécaniques.

30. Ainsi, les pays en développement avaient prévu de porter leur capacité dans le secteur de la métallurgie d'environ 80 millions de tonnes en 1980 à près de 200 millions de tonnes en 1990, et un certain nombre d'entre eux envisageaient d'accroître leurs exportations, notamment vers les pays développés. Mais, vers la fin de 1983, il est apparu qu'en réalité une grande partie de cette capacité accrue ne serait pas atteinte et les difficultés rencontrées pour obtenir un financement extérieur, la pénurie de matières premières ainsi que la réduction de la demande ont entraîné l'ajournement ou l'annulation des projets de construction de nouvelles usines.

31. L'industrie pétrochimique a aussi été durement touchée. Le fléchissement de la demande dans les pays développés a créé un excédent des capacités dans ces pays : de ce fait, les importations moins chères en provenance du Nord menaçaient la viabilité des nouvelles entreprises du Sud. En outre, la récession a entraîné une baisse de la demande prévue dans les années à venir et aggravé les problèmes de financement de nouveaux complexes pétrochimiques dans les pays en développement. De nombreux projets ont été par conséquent ajournés.

32. En règle générale, les conséquences de la récession mondiale sont visibles dans de nombreuses branches du secteur manufacturier des pays en développement, bien que sous des formes différentes. Ainsi, c'est une pénurie de biens intermédiaires qui touche l'industrie du cuir et des articles en cuir ainsi que l'industrie automobile dans les pays en développement. Toutefois, c'est le fléchissement de la demande dans le Nord qui gêne l'industrie électronique du Sud et le protectionnisme accru dans le Nord qui a des effets particulièrement défavorables sur l'industrie des textiles, de la chaussure et de l'habillement.

### III. INTERDEPENDANCE DE L'ECONOMIE MONDIALE

33. Des signes apparus récemment montrent que les perspectives économiques mondiales sont meilleures qu'on aurait pu le croire il y a un an. Toutefois, si une relance de l'économie mondiale passe notamment par une reprise partielle dans le Nord, cette condition n'est en aucune façon suffisante. Il est indispensable de coordonner les politiques sur le plan international et de prendre en compte deux éléments clefs de l'économie mondiale : l'interdépendance et l'évolution structurelle. Ces deux caractéristiques permettent de dire que l'industrialisation des pays en développement constitue une stratégie nécessaire et utile pour assurer le redressement de l'économie mondiale dans son ensemble.

34. Les différentes composantes de l'économie mondiale sont liées et forment un système. L'actuelle crise économique montre combien les pouvoirs dont disposent les gouvernements des Etats pour concevoir et appliquer avec succès des politiques économiques indépendantes les unes des autres, sont limités. Les liens les plus évidents qui existent entre les différentes économies nationales sont les liens commerciaux. Si l'on s'en tient à une conception traditionnelle du commerce mondial, le Sud fournit des matières premières (produits agricoles, minerais et pétrole notamment) au Nord qui, industriellement avancé, fournit en retour au Sud des produits finis. Même en admettant cette conception traditionnelle, on voit apparaître un schéma d'interdépendance : les industries du Nord ont besoin des matières premières du Sud et les consommateurs du Sud doivent se procurer au Nord les articles manufacturés qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes. En fait, la situation est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît; dans le Nord, même les différentes industries se livrent à des échanges toujours plus importants. Les économies du Nord, compte tenu de leur spécialisation, sont elles-mêmes de plus en plus interdépendantes. Parallèlement, en raison des progrès de l'industrialisation dans le Sud - ou dans certains des pays en développement - l'interdépendance revêt une nouvelle forme et elle devient même chaque jour plus évidente entre les pays en développement eux-mêmes. Il n'est pas jusqu'aux modes d'industrialisation les plus simples - activités de montage effectuées par les pays en développement et réexportation des produits finis vers le Nord (à l'initiative de sociétés transnationales dans bien des cas) - qui ne montrent que l'interdépendance est une réalité que l'évolution du commerce international ne fait qu'accentuer.

35. En fait, la façon même dont les pays en développement ont participé à la phase d'expansion des échanges dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale prouve qu'ils sont un élément de plus en plus important du système général d'interdépendance. En moyenne, la part des exportations dans le PIB des pays en développement est passée de 16 à 25 % de 1960 à 1980. En 1980, les pays en développement ont absorbé les 2/5èmes des exportations des Etats-Unis, les 2/5èmes des exportations de la Communauté économique européenne vers le reste du monde et plus de 45 % de celles du Japon. Les échanges commerciaux sont donc devenus plus importants non seulement pour les pays en développement eux-mêmes mais pour le système économique mondial dans son ensemble.

36. L'interdépendance est évidente lorsqu'on considère le taux de croissance annuel des PIB des pays développés et des pays en développement. On constate immédiatement qu'à partir de 1960 en particulier les taux de croissance du Nord et du Sud ont suivi des évolutions semblables avec des hausses et des baisses parallèles, dont les répercussions ont cependant toujours été plus marquées dans les pays du Sud. Les taux de croissance du Nord et du Sud évoluent à l'évidence en fonction de facteurs communs. L'interdépendance entre le Nord et le Sud se manifeste par ce lien entre leur taux de croissance ou, comme c'est le cas actuellement, par l'existence de difficultés communes.

37. Autre aspect de l'interdépendance du Nord et du Sud : son aspect financier que le niveau actuel d'endettement des pays met singulièrement en lumière aujourd'hui. Vers le milieu de l'année 1982, le total de la dette extérieure des pays en développement avoisinait les 800 milliards de dollars des Etats-Unis. En raison de l'accroissement spectaculaire du montant de la dette à court terme en 1979 et 1980, le choix offert aux pays en développement était soit de reconduire soit de rembourser plus de 140 milliards de dollars, c'est-à-dire trois fois le montant qu'ils ont versé au titre du remboursement de leur dette à moyen terme pour la seule année 1982. A ce montant, il faut ajouter 60 milliards de dollars d'intérêts, dont 48 milliards pour la dette à moyen terme, ce qui porte le total des remboursements pour 1982 au titre du service de la dette à 244 milliards de dollars environ. Comment assurer le remboursement de sommes aussi considérables ? Essentiellement, le seul moyen est d'augmenter fortement les exportations des pays débiteurs. Les autres mesures - rééchelonnement des dettes notamment - ne font que, dans le meilleur des cas, repousser le moment où le problème devra être réglé. A ce titre, la crise actuelle ne peut être résolue

par une réduction des dépenses. Si tous les pays débiteurs appliquent une telle politique, le Nord verra ses exportations diminuer et la relance au Nord comme au Sud se fera attendre ce qui, loin de résoudre les problèmes d'endettement actuels, les aggravera.

38. On peut utiliser l'interdépendance de façon positive et déclencher un processus favorable ou de façon négative entrer dans un cercle vicieux. Devant cette alternative, le choix semble clair. Relancer les échanges Nord-Sud - autrement dit utiliser dans un sens positif un renforcement de l'interdépendance - paraît représenter pour les deux groupes la meilleure option possible. Etant donné le rôle essentiel que jouent les pays en développement dans le système actuel d'interdépendance mondiale et - ce qui est plus important encore - le potentiel qu'ils représentent pour l'avenir, de nouveaux efforts d'industrialisation peuvent être très bénéfiques pour l'économie mondiale. Les pays en développement représentent un marché énorme, inexploité pour une large part. Le niveau de consommation de l'immense majorité de la population mondiale est très inférieur à ce qu'il est dans les pays du Nord. Les secteurs économiques des pays en développement, largement sous-utilisés eux aussi, sont des terrains tout trouvés pour l'investissement et les applications de la technique; en outre, les ressources naturelles et humaines de ces pays n'ont jusqu'à présent été employées que dans d'infimes proportions. La mise en place de politiques internationales visant à libérer ce potentiel considérable fournirait à l'économie mondiale des perspectives de croissance sans commune mesure avec celles qui ont pu exister jusqu'à présent.

39. L'importance de la demande potentielle est telle dans les pays en développement que, si le niveau de l'offre s'élevait, l'économie mondiale pourrait retrouver des taux de croissance extrêmement vigoureux. On pourrait revenir au plein emploi et à une forte croissance de l'économie dans le monde en consacrant plus d'investissements à l'exploitation des ressources inutilisées des pays en développement et en utilisant ces ressources de façon plus efficace pour accélérer leur industrialisation.

40. Il est indispensable que les gouvernements prennent conscience de l'interdépendance telle qu'elle existe - et coordonnent donc leurs politiques dans le court terme - mais également des perspectives nouvelles de croissance de l'économie mondiale et qu'ils procèdent donc à des aménagements de structures spécifiquement adaptées à ces perspectives. L'absence de politiques d'ajustement

structurel rend la situation pire qu'elle ne devrait l'être. La rigidité des structures tend aussi à compromettre la réussite des politiques macro-économiques nationales. Lorsque les structures d'une économie manquent de souplesse, la mobilité des facteurs physiques est réduite. En conséquence, la capacité industrielle n'est pas exploitée à son niveau optimal d'efficacité, et la main-d'oeuvre, de ce fait, ne peut se déplacer vers des secteurs plus productifs. Dans de telles conditions, une politique de relance comportant des mesures d'ordre fiscal et monétaire ne peut qu'engendrer des poussées inflationnistes résultant de l'action qu'exercent certains groupes particuliers pour défendre leurs intérêts. La rigidité des structures est l'une des principales causes des baisses de productivité et des faibles rendements. Dans un tel contexte, les instruments de la politique macro-économique n'ont que peu d'effets et, en l'absence d'un accroissement de la productivité, toute politique monétaire anti-inflationniste tend à être inefficace et même à créer le chômage et la stagnation.

41. Ce qui s'impose au contraire, c'est une politique de restructuration qui tienne compte du potentiel de croissance des pays en développement ainsi que des résultats et avantages que peut avoir l'exploitation de ce potentiel. Il y a bien des raisons de penser que les pays en développement peuvent offrir d'ici à la fin du siècle de nouvelles possibilités d'expansion industrielle. S'appuyant sur les premiers efforts d'industrialisation déployés au siècle dernier, un groupe de pays en développement a entamé durant les années 50 un processus de développement industriel grâce auquel ces pays sont déjà devenus des producteurs importants.

42. Les exportations d'articles manufacturés constituent l'un des indicateurs les plus évidents de la capacité de croissance d'une économie. Le nombre des pays en développement exportant pour plus de 100 millions de dollars de produits manufacturés (en dollars de 1975) est passé de 18 en 1975 à 22 en 1970 et à 47 en 1979. Les pays qui ont opté les premiers pour une croissance fondée sur l'exportation commencent à modifier la composition des exportations pour vendre des produits d'une technique plus avancée et nécessitant une main-d'oeuvre plus spécialisée. Les derniers arrivés profitent des enseignements qu'ont tiré les pays précurseurs en commençant par exporter des produits manufacturés dont la fabrication exige moins de savoir-faire. L'expérience pratique permet aux nouveaux venus d'être compétitifs sur les

marchés internationaux, comme le prouvent leur taux de pénétration des marchés et la croissance de leurs exportations. Le développement rapide et l'utilisation des techniques mises au point en matière de transports, de communications et d'information depuis la fin de la seconde guerre mondiale semblent avoir faciliter une industrialisation plus généralisée.

43. Le taux d'épargne et le taux d'investissement constituent d'autres indicateurs du potentiel de croissance industrielle d'un pays. Les statistiques montrent que le nombre de pays en développement épargnant 20 % ou plus de leur PIB est passé de 17 à 31 entre 1960 et 1979 et que le nombre de ceux qui investissent 20 % ou plus de leur PIB est passé de 20 à 56 durant la même période. Les efforts ainsi réalisés en faveur de l'épargne et de l'investissement se traduisent déjà par une croissance industrielle plus forte. Au cours des années 70, 52 pays en développement ont dépassé le taux moyen de croissance industrielle enregistré par les économies des pays industrialisés (3,2 %). Ce chiffre est à comparer à celui enregistré pendant les années 60 durant lesquelles 29 pays en développement ont dépassé le taux moyen de croissance des économies des pays industrialisés (6,2 %).

44. Les compétences du personnel de production, d'encadrement et de direction même ainsi que l'aptitude à assimiler savoir-faire et techniques constituent également des facteurs essentiels pour une industrialisation réussie. Les pays en développement ont déjà réalisé d'importants progrès dans ce domaine. En 1950, les universités et les établissements d'enseignement supérieur des pays en développement comptaient moins d'un million d'étudiants. Ils en comptent maintenant 10 millions, chiffre qui correspond au nombre des inscriptions dans les établissements de niveau universitaire de l'ensemble des pays développés - Union des Républiques socialistes soviétiques et Etats-Unis d'Amérique compris - en 1960. La modification des facteurs de production est confirmée par celle de la structure de l'industrie dans les pays en développement où l'importance des secteurs de production plus spécialisés et plus modernes s'est accrue. Il convient de noter que la production de biens d'équipement et de biens intermédiaires simples a progressé rapidement tandis que la part des secteurs de l'agro-alimentaire, de l'industrie légère et du raffinage du pétrole a diminué durant les années 1960 et 1970.

45. D'une manière générale, le processus d'industrialisation des pays en développement a donc déjà commencé. En dépit de conditions difficiles, de nouveaux progrès importants peuvent être accomplis : le terrain est déjà prêt et des possibilités existent pour cela. Les pays en développement doivent encore acquérir toute une gamme de techniques, qui créeront des flux d'investissement entre des pays parvenus à des stades de développement différents; ils disposent de ressources naturelles et humaines qui restent à exploiter et d'un marché où la demande de produits manufacturés est toujours plus forte. En résumé, le Sud pourrait constituer un nouveau terrain pour l'industrialisation du monde et le flux massif de capitaux privés vers les pays en développement durant les années 70 - même s'il est actuellement interrompu - le confirme. L'industrialisation des pays en développement, demandée dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (A/10112, chapitre IV) pourrait devenir pour le Nord et pour le Sud, dans leur intérêt mutuel, un élément central de planification économique.

46. La Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 35/56 de l'Assemblée générale, annexe) a défini avec précision une voie propre à assurer la croissance des pays en développement jusqu'à 1990 et en choisissant cette voie les pays accompliront un pas important vers la réalisation de l'objectif de la Déclaration de Lima. L'objectif de croissance moyenne de 7 % par an du PIB des pays en développement était fondé sur l'hypothèse d'un taux de croissance modéré des économies du Nord de 3,7 % par an en moyenne. On est parvenu à la conclusion que la fixation de tels taux de croissance pour le Nord et pour le Sud présenterait de nombreux avantages. En principe, ces taux ne doivent pas faire peser de contraintes excessives sur la consommation, ils ne sont pas trop limités par les perspectives de croissance relativement modestes du secteur agricole dans les pays en développement et ils permettent de maintenir à un niveau raisonnable l'aide que les pays développés accordent aux pays en développement. La Stratégie internationale du développement est donc le moyen d'assurer une croissance harmonieuse qui modifie considérablement la relation actuelle entre le Nord et le Sud - selon laquelle la récession qui sévit au Nord frappe plus durement le Sud, pour la transformer en une nouvelle relation qui permettrait au Nord et au Sud d'atteindre l'un et l'autre des taux de croissance élevés.

#### IV. PERSPECTIVES A LONG TERME DE L'INDUSTRIALISATION

47. Comme l'indique le Numéro spécial de l'Etude du développement industriel<sup>3/</sup>, la réalisation de l'objectif de Lima implique un changement profond dans la structure de l'économie mondiale. Toutefois, l'exemple déjà cité des pays à économie planifiée est riche d'enseignements. Pendant la période allant de 1960 à 1982, la part de ces pays dans la VAM mondiale est passée de 13,3 à 25 %. Cette progression est considérée comme révélatrice des facultés d'adaptation étonnantes de l'économie mondiale et fournit des éléments permettant de conclure que la souplesse du processus d'adaptation est de toute évidence assez grande pour se rapprocher de l'objectif de Lima.

48. Pour atteindre cet objectif, les pays en développement devront progresser plus rapidement dans le secteur manufacturier que les pays développés. L'augmentation de leur part dans la VAM indique qu'ils ont effectivement la possibilité d'atteindre des taux de croissance plus élevés. L'écart a été positif, en d'autres termes, le taux de croissance du secteur manufacturier dans les pays en développement a été supérieur à celui des pays développés au cours de chacune des années de la période 1967-1976. De 1970 à 1975, les pays en développement ont devancé dans ce domaine les pays développés d'une marge presque suffisante, et pendant quatre de ces années l'écart a été tel que, s'il avait été maintenu, l'objectif de Lima eut été réalisable. En fait, l'adoption de cet objectif en 1975 était due en partie à la vague d'optimisme qui entourait les perspectives d'industrialisation des pays en développement à la suite des bons résultats obtenus les années précédentes. Quoi qu'il en soit, la part de 11 % que détiennent actuellement les pays en développement dans la VAM mondiale totale, bien qu'elle ne représente presque aucun progrès par rapport à 1975, signifie en clair que le délai requis pour atteindre l'objectif de Lima n'est plus de 25 mais de 17 ans.

49. On notera dans l'Etude du développement industriel qu'à l'avenir la croissance du secteur manufacturier dans les pays développés ne saurait être aussi élevée qu'avant 1970, en raison des effets à long terme de la baisse des investissements, de la diminution des gains de productivité et de l'évolution de la structure de la demande finale qui, dans les catégories à revenu élevé, se détourne des produits manufacturés. Dans les pays à économie planifiée, on peut également considérer comme peu probable une croissance du secteur manufacturier aussi forte que les années précédentes du fait de la lenteur de l'augmentation de la main-d'oeuvre et de la limitation de la production de combustibles et de matières premières, ainsi que d'autres facteurs. Dans

les pays en développement, on peut compter parmi les forces qui peuvent avoir une influence considérable sur les performances, l'expansion rapide du secteur manufacturier liée aux catégories intermédiaires de revenu par habitant et aussi la dépendance des pays en développement, qui ont adopté des stratégies d'industrialisation orientées vers l'extérieur, à l'égard de la croissance et des politiques des pays industrialisés.

50. En ce qui concerne la réalisation de l'objectif de Lima, l'un des scénarios établis par l'ONUDI prenait pour hypothèse un retour aux taux de croissance d'avant la crise, mais sans modification fondamentale des structures et politiques actuelles, montre que la part des pays en développement dans la VAM mondiale ne serait que de 13,3 % en 1990. C'est-à-dire qu'il s'agirait plus ou moins d'un retour à la situation précédant la crise économique mondiale actuelle. Ce n'est pas en suivant les sentiers battus que l'on parviendra à restructurer l'économie mondiale.

51. On a fait état de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Sa principale hypothèse est que dans les pays en développement le taux de croissance du PNB sera en moyenne de 7 % pendant la décennie 1980-1990. Une simulation de cet élément et d'autres de la Stratégie, à savoir une coopération totale entre le Nord et le Sud telle qu'elle est préconisée pendant la troisième Décennie pour le développement, donnerait aux pays en développement dans la VAM mondiale une part de 15,6 % en 1990, soit une nette amélioration par rapport au scénario de référence. Ainsi, les chiffres de la troisième Décennie pour le développement représentent un pas en avant vers la réalisation de l'objectif de 25 % d'ici à l'an 2000 fixé à Lima, mais, même dans ce cas, des gains encore plus grands seraient nécessaires pendant la décennie 1990-2000 pour atteindre effectivement cet objectif. En réalité, les calculs effectués par le système des Nations Unies avant l'adoption de la Stratégie étaient fondés sur l'hypothèse que les progrès dans la voie des objectifs de développement en général se feraient par étapes et que des taux de croissance supérieurs seraient escomptés dans les pays en développement pour la décennie 1990-2000. En fait, d'autres calculs indiquent que l'application des taux de croissance prévus par la Stratégie au-delà de 1990 ne donnerait aux pays en développement qu'une part de 19,2 % dans la VAM mondiale en l'an 2000.

52. Néanmoins, étant donné l'état actuel de la coopération Nord-Sud, la simulation de la troisième Décennie pour le développement ne devrait pas être la seule option envisagée. Comme on l'a déjà vu dans les sections précédentes

du présent document, on peut actuellement discerner une réévaluation par les pays en développement des stratégies d'industrialisation, tant sur le plan national qu'international, due à la crise économique actuelle et au manque de coopération entre le Nord et le Sud pour la résoudre. Si la coopération Sud-Sud, c'est-à-dire la coopération économique et technique entre pays en développement, ne peut pas remplacer une étroite coopération Nord-Sud, elle est devenue une option de politique, dont l'importance ne cesse de croître et constitue une solution de rechange prometteuse pour les pays en développement, dans la situation actuelle. En outre, mettre en oeuvre pleinement la coopération Sud-Sud contribuerait en soi à transformer l'ensemble des relations économiques mondiales en démontrant que des initiatives communes donnent des avantages communs.

53. On fera une première simulation de la coopération Sud-Sud en prenant pour hypothèse, en particulier, les relations commerciales entre pays développés et pays en développement. A condition de fixer un plafond raisonnable à la production, on peut présumer que les pays en développement remplaceront jusqu'à 30 % au maximum de leurs échanges avec le Nord par des échanges entre eux. En outre, on présume que l'on assistera à l'ouverture de courants d'échanges entre les pays du Sud, en raison de l'augmentation de la taille des marchés et des économies d'échelle. Si l'on tient dûment compte de la souplesse de la structure des échanges dans le passé et des produits qui font l'objet de ces échanges, on peut calculer les effets du changement sur les économies des pays en développement, c'est-à-dire, les répercussions sur leur PNB et leur production sectorielle de ce que l'on pourrait appeler un "découplage partiel" entre les pays en développement et les pays développés. Selon un tel scénario, la part des pays en développement dans la VAM mondiale serait de 14,3 % en 1990, contre 13,3 % dans le scénario de référence. Bien que ce gain puisse sembler modeste, il n'en est pas moins le résultat de la combinaison des taux de croissance enregistrés dans le passé et des nouvelles orientations du commerce international; il laisse ainsi entrevoir les avantages qu'auraient les pays en développement à améliorer leurs relations commerciales réciproques, même sans la coopération scientifique et technologique et la planification intégrée, en utilisant au mieux les ressources et complémentarités, comme l'implique une totale coopération Sud-Sud.

V. OPTIONS DE POLITIQUES ET DE STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION  
DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

54. Les politiques des pays en développement en matière d'industrialisation accusent depuis quelque temps certaines tendances dont fait état en particulier le rapport sur l'examen des progrès enregistrés dans l'accélération de l'industrialisation des pays en développement<sup>9/</sup>. On retiendra surtout une ouverture générale sur une conception plus complète et plus systématique du développement des techniques industrielles comprenant la réglementation des importations de technologie et la promotion d'une technologie nationale, complétées par la mise en place d'une infrastructure permettant de favoriser ce processus. A cette ouverture s'ajoute une prise de conscience très largement répandue de l'importance des ressources humaines<sup>10/</sup>. Dans la plupart des pays, le secteur public a joué à cet égard un rôle considérable. D'autres aspects des politiques générales d'industrialisation retiennent aussi fortement l'attention, par exemple la création et le renforcement de centres et d'instituts de recherche spécialisés, l'intervention accrue des pouvoirs publics dans le processus de transfert de technologie et dans les programmes d'appui à l'information technologique.

55. On attache aussi une grande importance au financement du développement industriel. La plupart des pays en développement font état de dispositions visant à renforcer l'épargne intérieure dans ce but, ce qui, pour le secteur manufacturier, peut être considéré comme une source de financement plus importante que l'aide publique au développement. Le développement institutionnel se poursuit et il n'est pratiquement pas de pays en développement qui ne dispose au moins d'une institution pour le financement du développement industriel. Le rapport sur l'examen des progrès conclut toutefois à ce sujet que :

"Beaucoup a, certes, déjà été fait pour moderniser et renforcer l'infrastructure financière des pays en développement, mais la mobilisation de l'épargne intérieure n'a pas encore atteint le niveau nécessaire à une croissance soutenue du secteur manufacturier. L'industrialisation de la plupart des pays en développement continue de dépendre d'un financement extérieur." 11/

56. On s'intéresse en outre de plus en plus aux politiques d'exportations industrielles et on observe une nette tendance à améliorer l'organisation et l'administration et à accroître la compétitivité des industries d'exportation des pays en développement. Les zones industrielles à vocation exportatrice constituent aujourd'hui un élément important des politiques de nombreux pays;

on estime qu'il en existe dans au moins 40 pays en développement. Cette prise de conscience croissante de l'importance du rôle des exportations dans la croissance industrielle doit cependant tenir compte de la discrimination qui, ainsi qu'il ressort d'observations récentes, caractérise de plus en plus le commerce mondial.

57. De ce point de vue, la coopération économique entre pays en développement prend encore plus d'importance. Et le développement rapide de groupements régionaux tels que le Pacte andin, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la communauté des Caraïbes (CARICOM), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDFAO), l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), etc., est particulièrement remarquable. Ainsi qu'on le constate, la coopération économique et technique entre pays en développement prend diverses formes notamment celles d'opérations communes Sud-Sud ou de programmes de développement technologique, d'information, de financement ou de mise en valeur régionale de l'énergie. Tout ceci s'ajoute à ce qui caractérise essentiellement ces groupements régionaux, c'est-à-dire la promotion des échanges intra-régionaux entre les membres du groupement.

58. Bien que l'examen des progrès enregistrés n'ait pu, de par sa nature, donner nécessairement des renseignements complets sur tous les aspects des politiques industrielles de tous les pays en développement, on voit clairement qu'une réévaluation des politiques est en cours. Dans ses recommandations, la Réunion d'experts de haut niveau sur les stratégies et politiques de développement industriel dans les pays en développement a mis l'accent sur des politiques, nationales et internationales, qui favoriseraient le progrès de l'industrialisation, notamment par une relance de l'économie mondiale, par une plus étroite coordination des politiques sur le plan international, par davantage d'aide et moins de protectionnisme<sup>4/</sup>. Parmi les sujets exigeant une considération particulière, la priorité a été accordée à la technologie, au développement des ressources humaines et à la coopération économique entre pays en développement.

59. S'agissant des mesures proprement nationales, l'accent a été mis sur le développement du marché intérieur, en d'autres termes, sur la nécessité de ne pas exclusivement axer l'industrialisation sur l'exportation. On a toutefois reconnu que c'est là une tâche beaucoup plus facile pour les pays plus avancés et à forte population puisque celle-ci leur permet de disposer de débouchés tout

prêts et d'orienter la production dans de nouveaux secteurs facilitant la substitution des importations. Pour d'autres pays en développement, la coopération est essentielle s'ils veulent mener à bien une telle stratégie.

60. Les améliorations technologiques ont leur incidence sur l'ampleur des marchés et les économies d'échelle et sont à l'avantage des pays en développement. Il résulte du progrès technique que l'idée que l'on se faisait précédemment des dimensions minimales d'une usine est, dans une certaine mesure, dépassée et, des récentes découvertes, dans plusieurs secteurs industriels, permettent à de petites installations d'être aujourd'hui rentables. Si les bons résultats obtenus par les petites centrales hydroélectriques pour la production d'énergie sont bien connus, des petites aciéries, gérées avec souplesse et efficacité, se sont assurées au cours des dix dernières années, une part de plus en plus grande du marché des pays industrialisés. La fabrication de petit matériel agricole, tels que les outils à main, offre elle aussi des possibilités considérables. Il en est de même pour le ciment dont la production, au prix d'une réduction très acceptable de la qualité, pourrait, semble-t-il, être assurée par de très petites installations. Ici aussi, la souplesse de production éventuelle et la diminution des frais de transport (tant pour les livraisons que pour la commercialisation) de la capacité distribuée sont autant de facteurs qui renforcent l'intérêt de la petite industrie et peuvent fort bien contrebalancer d'autres désavantages. La recherche et le développement technologique, notamment en ce qui concerne les matériaux de construction, les industries de transformation et les biens d'équipement, pourraient, tout en mettant un accent particulier sur une réduction plus poussée des échelles de production, rendre beaucoup plus réalisable de nombreux plans d'industrialisation.

61. Des travaux de la Réunion d'experts de haut niveau<sup>4/</sup>, on peut tirer certaines conclusions générales en ce qui concerne les stratégies et les politiques de développement industriel dans les pays en développement. La première est que l'interdépendance croissante de l'économie mondiale (qu'il s'agisse d'échanges commerciaux, de finances, de technologie de sociétés transnationales, etc.) a limité les choix qui s'offrent en matière de politiques à chacun des pays en développement, et que la crise économique actuelle est un sérieux obstacle aux efforts qu'ils déploient pour concevoir de nouvelles façons d'agir. La plupart des pays en développement semblent s'être attachés

essentiellement à la croissance extérieure au détriment de leurs possibilités intérieures; les tensions que subit actuellement le commerce mondial font cependant que l'on accorde une nouvelle attention à la croissance intérieure. Les difficultés financières du moment sont de très graves obstacles au progrès futur et risquent, en réduisant considérablement les possibilités d'importation des facteurs intermédiaires de production, d'être une des raisons fondamentales de la sous-utilisation alarmante et presque générale de la capacité des pays en développement, que l'on constate aujourd'hui. Il est évident que l'on accorde une importance croissante aux techniques et aux politiques permettant de contrôler, d'exploiter et de développer le potentiel des pays en développement pour une industrialisation générale. Tout aussi pertinente est la nécessité d'une plus grande efficacité dans la planification et la réalisation du développement industriel.

62. On peut, d'une façon générale, dire qu'il n'existe pas une stratégie qui soit applicable à tous les pays en développement. Mais il est possible d'aller plus loin et de dire qu'aucun pays ne peut avoir de stratégie industrielle unidimensionnelle. Une combinaison équilibrée et intégrée de priorités et de calendriers s'impose. Pour lui convenir, la stratégie d'un pays donné peut par exemple exiger une combinaison de technologies de niveaux élémentaire et élevé, de facteurs de production intérieurs et étrangers, de marchés extérieurs et intérieurs, d'échanges Nord-Sud et Sud-Sud, enfin de priorités en matière de finance, d'industrie et d'agriculture. L'accent peut par conséquent être mis sur l'élaboration d'un nouvel éventail technologique comportant, d'une part, des techniques de pointe et une orientation sur l'exportation et, d'autre part, des techniques plus traditionnelles et la fabrication d'articles pour le marché intérieur. Ces conceptions doivent être élaborées et intégrées de façon harmonieuse, de manière à s'appuyer mutuellement et à permettre ensemble de tirer le meilleur parti des ressources disponibles.

63. Sur le plan international, il faut continuer de préconiser un appui international renouvelé et une coopération plus étroite tant entre pays développés et pays en développement qu'entre pays en développement eux-mêmes. Il serait aussi très utile d'obtenir une transparence des politiques de développement et d'ajustement aussi bien dans le Nord que dans le Sud car la planification de l'industrialisation supposant un élargissement significatif du secteur extérieur est impossible si l'on ne peut prévoir les changements radicaux de politiques qui peuvent se produire ailleurs.

VI. COOPERATION INTERNATIONALE : NORD-SUD ET SUD-SUD

64. Toute analyse des possibilités d'industrialisation accélérée des pays en développement - notamment dans le but d'atteindre l'objectif de Lima - ne peut que reconnaître l'importance des pays développés dans ce processus. En effet, à l'heure actuelle, ce sont eux qui dominent l'industrie mondiale, et surtout sa composante fondamentale qu'est la technologie. En particulier par le biais des activités des entreprises transnationales, ils contrôlent à peu près sans partage tout ce qui touche à l'industrialisation mondiale. L'ampleur de leurs marchés représente un potentiel d'exploitation de l'avantage comparatif des pays en développement pour nombre de produits manufacturés, encore qu'actuellement ce potentiel soit limité par l'existence de politiques protectionnistes. Ce sont aussi les pays développés qui contrôlent les marchés financiers mondiaux, ce qui a une forte influence sur les politiques d'investissement des pays en développement soucieux de leur propre industrialisation. Par ailleurs, en raison de leurs revenus élevés, les pays développés seraient - en principe du moins - à même d'assurer une aide publique au développement bien plus importante qu'elle ne l'est actuellement, dont les pays les moins développés auraient particulièrement besoin. S'il est vrai, comme le note le rapport sur l'examen des progrès enregistrés, que la coopération entre pays développés et pays en développement est de grande envergure - notamment l'assistance institutionnelle au développement, l'assistance technique, la formation ou le développement des ressources humaines - elle pourrait être plus importante encore. Une aide accrue, associée à un plus large esprit de coopération entre pays développés et pays en développement, serait un atout considérable, surtout si cette aide prenait la forme d'un apport de ressources fortement accru aux pays en développement, d'une ouverture des marchés des pays développés aux exportations de produits manufacturés en provenance du Sud et de politiques d'ajustement structurel qui tiendraient compte de l'évolution des avantages comparatifs que connaît actuellement l'industrie mondiale. Le Nord comme le Sud pourrait alors progresser harmonieusement dans la voie de l'expansion qui ferait la meilleure utilisation possible des ressources mondiales, selon le schéma décrit dans la Stratégie internationale du développement. L'adoption de politiques de ce type pourrait transformer la nature actuelle de l'interdépendance - caractérisée par l'inégalité qui rend le Sud vulnérable au Nord - selon un nouveau mode plus équitable qui permettrait aux deux parties du monde de croître au maximum de leurs capacités.

65. Les pays développés ont donc un rôle crucial à jouer. La reprise de leur propre économie serait d'un avantage immédiat pour les pays en développement car elle provoquerait un accroissement de la demande d'exportations en provenance du Sud. Elle permettrait aussi le relâchement des pressions protectionnistes dans les pays développés et ouvrirait la voie à des politiques de restructuration plus positives. Une reprise harmonieuse dans les pays industrialisés devrait s'accompagner d'une nouvelle coordination dans le domaine financier. La période de décollage rapide des pays en développement était caractérisée par des taux de change et d'intérêt bien plus prévisibles qu'ils ne le sont actuellement : le retour à la stabilité dans ce domaine permettrait de réduire la vulnérabilité des pays en développement et assurerait la continuité de la planification de développement. Il n'est pas inutile de noter que les crises financières graves des pays en développement sont d'origine très récente : les poussées brusques des taux d'intérêt et de change associées à l'effondrement de la demande extérieure, ont provoqué une augmentation extraordinaire - et dangereuse - de leur dette extérieure. Des mesures internationales de stabilisation du système financier sont indispensables aux pays en développement et profiteraient également aux pays développés.

66. Il convient de réitérer l'appel en faveur d'une assistance accrue aux pays en développement. A tout le moins, faut-il remplir les engagements d'assistance technique et financière dans le cadre de la Stratégie internationale du développement. La nécessité de cette assistance est pressante, tant pour les pays confrontés actuellement à des crises financières que pour les pays les moins développés dans leur ensemble, pour qui il n'existe pas d'autre solution pour surmonter leurs difficultés immédiates, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires et énergétiques. La meilleure justification de cette assistance est la réciprocité des avantages pour les pays développés et les pays en développement car elle contribuerait à accroître la demande d'exportations en provenance de ces derniers pays et à relancer leur économie.

67. Mais cette action, de la part des pays développés, est surtout à plus court terme. Pour libérer toutes les potentialités de l'économie mondiale, des changements planifiés de structure continueront de s'imposer, et notamment l'industrialisation des pays en développement. Dans ce contexte, la technologie tient une place de tout premier ordre. C'est en effet elle qui détermine la nature à la fois du processus de fabrication et celle des produits manufacturés. De même, c'est l'évolution rapide dans ce domaine qui pousse aux modifications structurelles de l'économie mondiale et qui continuera de le faire à un rythme de plus en plus soutenu. C'est la diffusion de la technologie industrielle qui a modifié les

caractéristiques de l'avantage comparatif dans le monde, comme le montre la place accrue des pays en développement dans les échanges internationaux de produits manufacturés. L'abondance de leur main-d'oeuvre a permis aux pays en développement d'être compétitifs sur les marchés internationaux et d'augmenter leur part de marché pour certains produits manufacturés dans le secteur des textiles, du vêtement et d'autres biens de consommation. Mais les nouvelles techniques, notamment dans certains domaines comme la micro-électronique et ses applications au contrôle des processus de fabrication, entraînent une réduction de la composante main-d'oeuvre de la production. Si les pays en développement n'ont pas accès à ces nouvelles techniques, ils perdront l'avantage comparatif dont ils bénéficient pour certains produits manufacturés, ce qui rendra le Sud, une fois de plus, encore plus vulnérable.

68. A l'heure actuelle, en raison de la prépondérance écrasante des pays développés, il est indispensable que les pays développés mettent leur technologie à la disposition des pays en développement pour leur industrialisation. La coopération dans ce domaine doit être perçue comme un "moyen de contribuer à l'interdépendance mondiale et d'en maximiser les avantages"<sup>12/</sup>. Si une partie du monde n'a pas accès aux technologies avancées, le potentiel global d'industrialisation ne sera jamais réalisé.

69. Avec la nouvelle récession, de nombreux pays développés ont adopté une position de repli, notamment en mettant fin à l'expansion des flux de ressources en direction des pays en développement. Cette poussée de protectionnisme, comme nous l'avons déjà remarqué, est une caractéristique négative certes, mais très fréquente sur les marchés mondiaux. De toute évidence, une reprise pleine et soutenue de l'économie des pays développés profiterait grandement aux pays en développement, et cette reprise est à souhaiter. Pourtant, les difficultés que connaissent les pays en développement sont telles qu'ils ne peuvent se permettre d'attendre cette reprise. C'est pourquoi la coopération économique entre pays en développement est devenue essentielle, notamment dans le domaine industriel, où les problèmes d'économie d'échelle, de dimension du marché, d'accès à la technologie et de mobilisation des ressources financières sembleraient particulièrement relever d'actions conjointes par les pays en développement.

70. En l'absence d'une coopération de la part des pays du Nord et d'un engagement collectif réel conforme aux idéaux du nouvel ordre économique international, les pays du Sud doivent s'attacher à mobiliser leurs forces collectives pour servir leurs propres intérêts et atteindre leurs propres objectifs. Les complémentarités de plus en plus nettes entre les pays du Sud dans le domaine industriel donnent

à penser qu'un nouvel effort collectif pourrait créer la base d'une nouvelle voie vers le développement. La coopération Sud-Sud ne doit cependant pas être perçue comme une substitution de la pleine coopération Nord-Sud, car l'une et l'autre ne s'excluent nullement et l'on peut même considérer la coopération Sud-Sud comme une stratégie dont la finalité serait d'encourager la coopération Nord-Sud.

71. Les nouvelles modalités de coopération Sud-Sud que nous allons proposer n'ont rien d'exhaustif : il s'agit simplement d'offrir une réflexion sur les façons dont la coopération entre pays en développement pourrait entraîner une meilleure utilisation des ressources et, plus important encore, comment ces pays pourraient réduire leur vulnérabilité et leur sensibilité actuelles à des crises dont ils ne sont pas responsables. Ces propositions vont de simples mesures communes dans le domaine du développement institutionnel pour lesquelles l'engagement financier initial serait minime à des projets de coopération plus élaborés qui, s'ils étaient menés à terme, pourraient considérablement transformer le système actuel des relations économiques à la fois entre pays en développement et entre le Nord et le Sud. Nombre des questions examinées ici pour la première fois pourront, le cas échéant, être étudiées de manière plus approfondie ultérieurement, dans le cadre de la quatrième Conférence générale.

#### A. Biens d'équipement\*

72. Actuellement les pays en développement ont une suprématie écrasante dans les échanges internationaux des biens d'équipement. Une nouvelle coopération entre pays du Sud qui permettrait à ceux-ci d'abandonner leurs sources traditionnelles d'approvisionnement pourrait stimuler la production dans ce secteur essentiel où le Sud, pour l'instant, est lourdement déficitaire.

73. Traditionnellement, les pays en développement sont considérés comme plus aptes à produire des biens à forte intensité de main-d'oeuvre dans des entreprises de petite taille utilisant une main-d'oeuvre non qualifiée ou tout au plus semi-qualifiée. La production de biens d'équipement suppose une forte intensité de capital, des entreprises de grande taille et du personnel hautement qualifié. Elle ne serait donc pas adaptée aux pays en développement en général. La faible part actuelle des pays en développement dans la production mondiale de biens d'équipement est citée à l'appui de cette thèse. Un examen plus attentif de la production et du commerce des biens d'équipement dans le passé indique que la production de biens d'équipement dans les pays du Sud serait rentable.

---

\* On entend ici par biens d'équipement les biens correspondant aux groupes 382, 383, 384, 385 et 390 de la Classification internationale type, par industrie, (CITI), c'est-à-dire l'essentiel des machines industrielles et du matériel de transport.

74. Nombre de biens d'équipement sont produits avec une intensité de capital inférieure à la moyenne; c'est le cas des machines agricoles, des machines de bureau, des machines à travailler les métaux ainsi que des navires et des embarcations de tailles diverses. Les petites entreprises sont aussi efficaces que les grandes pour ce qui est de produire les machines à travailler le bois, les transporteurs, les teintures, les outils et gabarits etc. Elles ont souvent un meilleur rapport de coût-efficacité en raison de la qualité de la direction propre à l'entreprise, de l'aménagement des installations et de l'existence d'informations sur place. Les biens à forte intensité de qualification (ceux qui nécessitent une main-d'oeuvre hautement spécialisée) sont produits par plusieurs pays en développement. Des pays en développement qui produisent des biens d'équipement différents peuvent se compléter à condition d'adopter une politique dans ce sens. Les faits prouvent d'ailleurs que, dans les pays en développement, le commerce a connu une croissance plus rapide dans le secteur des biens d'équipement que dans les autres secteurs manufacturiers. C'est ainsi que la valeur des exportations de moteurs a triplé (à prix courants) et que celle des machines agricoles a doublé entre 1975 et 1978 dans presque tous les pays en développement producteurs de biens d'équipement. Les autres catégories qui ont donné des résultats d'exportation spectaculaires sont les machines à usages industriels spéciaux, les autres machines spécialisées, l'équipement électro-énergétique, le matériel de télécommunications, les autres appareils électriques, les véhicules à moteur, les navires et embarcations. Malgré la faible part actuelle des pays en développement dans la production mondiale de biens d'équipement, on relève des signes prometteurs.

75. Le niveau de production des biens d'équipement dans le Sud ne s'explique pas seulement par des causes statiques telles que l'intensité des facteurs, la taille des usines, le coût, etc. Les effets dynamiques de la production de biens d'équipement, bien que difficiles à mesurer, sont considérables. Le premier de ces effets dynamiques, l'accroissement de l'efficacité, est dû au fait que l'apprentissage se fait par l'exécution. On peut dire que dans le secteur des biens d'équipement les avantages de l'apprentissage par l'exécution sont plus nombreux que dans tout autre sous-secteur manufacturier. Ce secteur se caractérise par des liens dynamiques avec d'autres secteurs de l'économie. Les entrepreneurs y trouvent aussi de petites industries d'une haute technicité. En outre, ce secteur peut aussi stimuler les compétences ainsi que la demande par le jeu d'une plus large rémunération de la main-d'oeuvre qualifiée.

## B. Industries fondées sur les ressources naturelles

76. Le Sud abonde en ressources naturelles nombreuses : pétrole, potasse, phosphates, fer et autres métaux, qui sont à la base d'industries importantes dans les secteurs, respectivement, du raffinage, de la pétrochimie, des engrais et de la métallurgie. L'existence de matières premières pose peu de problèmes au moins jusqu'en l'an 2000 et les découvertes ont fait plus que suivre la consommation. Actuellement, le marché mondial est caractérisé par un excédent de capacité dans la plupart des secteurs de la transformation; néanmoins le Sud importe une quantité considérable de produits transformés du Nord. Ceci est particulièrement vrai des produits pétroliers raffinés, des produits pétrochimiques de toutes sortes ainsi que de certains produits d'aluminium, de cuivre, de fer et de l'acier. Cette anomalie semble due à la structure du marché qui est dominé par les entreprises transnationales et aussi au manque d'information dans les pays en développement chez les divers agents : producteurs, consommateurs et intermédiaires. De ce fait, il semble que court-circuiter le flux de produits en procédant à des transferts directs des sources situées dans les pays en développement aux consommateurs eux aussi dans les pays en développement, pourrait fournir un champ d'action important à la coopération Sud-Sud. Les avantages offerts par un approvisionnement constant en produits minéraux traités ainsi que par les marges commerciales et de transport bénéficieraient directement au Sud.

77. On peut trouver des possibilités plus détaillées de coopération Sud-Sud dans les domaines à forte intensité d'énergie et de capital, du traitement des minéraux. Le Moyen-Orient, par exemple, pourrait constituer une force économique très importante dans la coopération Sud-Sud car il possède les ressources en énergie et les moyens d'investissement nécessaires dans un domaine aujourd'hui dominé par les sociétés transnationales. Les ressources énergétiques que l'on gaspille actuellement en brûlant le gaz ou sous forme de résidus de raffinage pourraient servir au traitement des produits miniers d'autres régions, notamment l'aluminium, le cuivre, le fer, etc. Cette intégration verticale des ressources clefs, aux échelons sous-régional et interrégional, pourrait donner au Sud un plus solide pouvoir de négociation.

## C. Coopération Sud-Sud dans la gestion des moyens de production industriels : pétrole et minéraux

78. Les principaux moyens de production des secteurs industriels du Sud sont traditionnellement fournis par le Nord; c'est le cas des produits pétroliers, des minéraux traités, des connaissances technologiques et des services industriels.

Les stratégies visant à renforcer l'autosuffisance collective du Sud pourraient prendre nombre de formes différentes. Dans le cas du pétrole, par exemple, elles pourraient consister à fixer un prix international uniforme tout en permettant aux pays en développement importateurs de pétrole de payer une partie de leurs factures pétrolières en monnaie nationale. Ceci contribuerait à encourager tant le commerce que la coopération financière Sud-Sud. Le rôle des monnaies nationales en général est examiné dans une section ultérieure.

79. Dans le cas tant du pétrole que de certaines autres ressources minérales (par exemple étain et bauxite) dont le Sud possède de larges gisements, l'énorme excédent financier des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont la capacité d'absorption est faible, pourrait servir à acquérir des droits à venir sur ces ressources pour l'instant inexploitées. Ceci éviterait, ou au moins différerait, tous les problèmes logistiques de stockage, de transport et de commercialisation. L'excédent de l'OPEP pourrait donc être utilisé de façon plus originale pour accroître le pouvoir de l'OPEP sur le marché international et les pays en développement non membres de l'OPEP trouveraient des avantages dans la création de marchés à terme assurés et peut-être aussi dans une hausse des prix par rapport aux cours actuellement très bas.

80. Ces droits à longue échéance sur des marchés à terme de pétrole et d'autres ressources minières importantes non renouvelables dans les pays du Sud non membres de l'OPEP, qui pourraient être acquis au moyen de l'excédent de liquidités de l'OPEP, créeraient un climat beaucoup plus favorable à l'industrialisation du Sud. Ils donneraient au Sud un meilleur contrôle sur les prix internationaux des matières premières et sur la localisation de celles-ci. Actuellement, la plupart des pays en développement sont pressés de se procurer des devises en vendant ces matières premières, quel qu'en soit le prix international. Ces contrats à long terme leur donneraient les délais indispensables pour établir la planification industrielle du Sud et permettraient aux pays en développement de traiter leurs minéraux et donc d'accroître leur valeur ajoutée. L'auto-dépendance nationale aussi bien que collective en serait accrue.

#### D. Complémentarité en tant que fondement des coentreprises

81. Le concept de la coopération Sud-Sud dans la production industrielle est fondé sur le fait que les différents pays en développement sont gênés par l'étroitesse du marché du côté de la demande et par l'absence de facteurs de production complémentaires du côté de l'offre. Des plans de coopération permettraient de mettre en commun les facteurs de production complémentaires

provenant des autres pays qui se montreraient intéressés et de constituer une unité de production complète. Des coentreprises Sud-Sud appartenant à des pays en développement qui en assurent la gestion pourraient offrir le meilleur moyen de mener une telle action et, en particulier, de surmonter les contraintes que subissent le secteur des biens d'équipement et celui du traitement des minéraux au niveau de la production. Cette forme de coopération devrait être supérieure aux unions douanières et à d'autres systèmes d'intégration des marchés.

82. Afin d'assurer la réciprocité dans ces coentreprises et de faire bénéficier des avantages le plus grand nombre possible de pays en développement, on pourrait en dresser une liste établie d'après la disponibilité de ressources spécifiques, telles que matières premières, compétences et savoir-faire. Le pays hôte pourrait alors inviter d'autres pays en développement à participer à l'exploitation des facteurs complémentaires ainsi qu'aux recettes escomptées. Il s'agirait de négocier sur de nombreux points, notamment la participation au capital, l'assistance technique, l'offre de capitaux, la garantie des ventes, les achats à long terme, les accords de troc, les préférences tarifaires etc. Le principal objectif serait de multiplier les échanges et d'obtenir une juste répartition des bénéfices. Dans le cadre de ces négociations, il pourrait être utile de recourir au Système de consultations de l'ONUDI afin d'assurer les services préliminaires, ce qui permettrait d'étendre le champ d'action du Système actuel aux questions intersectorielles.

83. Une autre variante de la coopération en matière de production pourrait être l'application du principe économique de la disposition à payer. Ainsi, une industrie donnée ou tout un complexe d'industries verticalement intégrées feraient partie d'un système de licences industrielles qui regrouperait tout un ensemble de pays en développement. Ce serait le plus offrant parmi les pays éventuellement intéressés qui obtiendrait l'autorisation de créer l'industrie en question. Mais les offres porteraient sur la production future de l'entreprise à écouler vers les autres pays du groupe. Par conséquent, chaque pays évaluerait les avantages potentiels attachés à la possession d'une telle industrie dans un marché élargi, et présenterait à ses partenaires une offre concernant les produits éventuels. Ce système de licences assurerait donc la contribution automatique du meilleur offrant en échange du privilège que constitue l'élargissement du marché obtenu par l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires entre les pays en développement appartenant au groupe. Il serait ainsi possible de concilier l'intérêt national et l'intérêt collectif.

E. Monnaies nationales et échanges Sud-Sud

84. Les pays en développement ont un besoin chronique de devises afin de faciliter les transactions commerciales. La rareté des monnaies fortes bloque souvent des échanges Sud-Sud potentiellement bénéfiques, en raison des difficultés de la balance des paiements. Pour surmonter de telles difficultés, il serait judicieux d'établir les transactions internationales en monnaies nationales. Les avantages d'un tel arrangement sont nombreux. Il élimine les frais de transactions financières, c'est-à-dire les commissions payées aux cambistes et les intérêts sur prêts encourus pour constituer des réserves suffisantes afin de financer les transactions et de garantir la solvabilité. Un tel arrangement permet aussi d'éviter les risques et incertitudes des fluctuations des taux de change provoquées par les flux de "capitaux fébriles", et de répartir également entre pays excédentaires et déficitaires les contraintes dues à la correction du déséquilibre commercial. D'autre part, il serait souple dans la mesure où le pourcentage des paiements en monnaie locale pourrait faire l'objet d'un accord et varier d'un taux modéré à un taux de cent pour cent. Cette formule aurait un caractère temporaire, son objectif étant l'augmentation rapide de la demande totale mondiale actuellement déprimée. La solution à long terme la meilleure reste un arrangement mondial de compensation, multilatéral - une monnaie internationale. Toutefois, l'utilisation de monnaies nationales éviterait les sacrifices en matière de production, de commerce et de croissance que le système financier existant impose aujourd'hui aux pays en développement. Il se peut que des entreprises commerciales générales soient dans la meilleure position pour être les premières à utiliser les monnaies nationales comme moyens de paiement.

85. Les entreprises commerciales générales dans les pays en développement ouvrent un champ d'action considérable à la coopération Sud-Sud, en particulier dans le domaine de l'industrialisation. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a déjà étudié en détail les possibilités offertes par de telles entreprises. Différents facteurs institutionnels font généralement obstacle à l'expansion des échanges entre les pays du Sud, à savoir : l'irrégularité et la précarité des réseaux d'information et de commercialisation, l'insuffisance des communications et des transports; les systèmes de banque et d'assurances; les contraintes imposées par les systèmes de change et les barrières tarifaires et non tarifaires. Il est indispensable de réduire ou d'éliminer ces obstacles si l'on veut diminuer les coûts de la recherche de débouchés et les frais de transaction actuellement hors de portée de nombreux négociants dans les pays en développement. De telles entreprises commerciales générales permettraient

non seulement de mettre fin à ces difficultés, mais aussi de fournir le cadre nécessaire à l'utilisation des liquidités créées par des plans de paiements en monnaie nationale.

#### F. Institutions technologiques

86. Une gestion de la technologie orientée vers l'avenir semble être l'élément crucial de l'autonomie du Sud, en particulier la dernière vague des découvertes technologiques, par exemple en micro-électronique, en biotechnologie et en techniques de l'information. Des centres internationaux de recherche et de formation fondés sur la coopération entre les pays du Sud devraient être institués dans ces domaines. Ils seraient consacrés à la recherche fondamentale et à la formation, pour que les capacités technologiques du Sud se développent avec le temps. De même, ils permettraient de contrecarrer, en partie du moins, la "fuite des cerveaux" des pays en développement. Sans de tels efforts concertés, les pays du tiers monde seront condamnés à observer, impuissants, les progrès et les découvertes techniques.

87. La voie par laquelle le Sud échappera à sa dépendance technique doit passer par la mise au point de compétences techniques à toutes les phases de la production, à partir de la conception jusqu'à la capacité effective de production. Des centres de conception industrielle devraient se créer dans le cadre de la coopération Sud-Sud en faisant appel à l'imagination. On ne leur demanderait pas de mettre au point des projets techniques mais, au contraire, d'envisager une perspective plus large d'un processus technico-économique intégré : la conception de chaque produit serait considérée comme un processus industriel à intégration verticale comprenant au moins toutes les grandes phases de la production manufacturière (dans tous les pays en développement et pas seulement au niveau national). En adoptant cette vue plus générale de l'ensemble du processus, plutôt que de s'arrêter aux produits séparément, la coopération technologique et industrielle entre pays en développement sera intégrée dans leur intérêt réciproque.

## VII. CONCLUSIONS

88. L'expérience de l'industrialisation mondiale depuis 1975 peut se résumer comme suit. Les pays en développement ont poursuivi les efforts d'industrialisation qui leur avaient valu au début des années 70 de bons résultats dans le secteur manufacturier. Mais, malgré les fondements ainsi posés d'une croissance qui irait grandissant, les conditions défavorables qui ont marqué l'économie mondiale au cours des dernières années se sont conjuguées aux difficultés internes et les progrès réalisés sur la voie de l'objectif de Lima sont d'une lenteur décevante.

89. Comme on a pu le constater, les conséquences de la crise actuelle de l'économie mondiale sur l'industrialisation des pays en développement ont été très lourdes. La récession, la baisse de la demande de produits d'exportation en provenance des pays en développement, l'aggravation du protectionnisme qui vient grossir les difficultés de l'expansion, la hausse des taux d'intérêt qui exacerbe les problèmes de balance des paiements et, de ce fait, la réduction des importations de biens intermédiaires, qui s'est traduite par une sous-utilisation sensible des capacités acquises avec tant de peine, tous ces éléments de l'économie mondiale semblent avoir contrecarré un grand nombre des espoirs d'industrialisation dans les pays en développement. A tout cela s'ajoutent les difficultés internes que l'on a identifiées, en particulier le manque d'infrastructures satisfaisantes de ressources humaines et, dans certains cas, l'insuffisance des liens avec d'autres secteurs ou encore, comme c'est le cas de l'agriculture dans quelques pays, l'existence d'un secteur négligé qui pose aujourd'hui de graves problèmes à l'ensemble de l'économie parce qu'il épuise des ressources vitales qui pourraient être consacrées à la croissance industrielle.

90. On a noté que les présentes difficultés de l'industrialisation sont à l'origine d'une réévaluation de l'action des pays en développement sur le plan national et international. Certes, la crise que l'on subit aujourd'hui réunit toutes les conditions pour reconsidérer les orientations suivies dans le passé. Sur le plan national, on est amené à penser que, dans les années à venir, une plus grande attention devra être accordée à la croissance du marché intérieur et qu'il faudra éviter une concentration excessive sur le marché extérieur, qui vient de montrer cruellement sa précarité. Il est évident qu'une stratégie d'industrialisation davantage axée sur la satisfaction des besoins du marché intérieur est beaucoup plus facile pour les pays qui disposent d'un vaste marché, qui bénéficient d'une certaine souplesse dans la structure industrielle et qui ont déjà fait l'expérience d'initiatives nouvelles. Pour les petits pays en

développement et pour ceux qui sont à un stade d'industrialisation moins avancé, la coopération avec d'autres pays en développement sera d'une importance particulière. Cette coopération, tout en les aidant à résoudre le problème que pose l'étroitesse de leurs marchés nationaux, atténuerait les difficultés qu'ils éprouvent à payer leurs importations en provenance des pays développés.

91. On peut donc dire que la coopération économique et technique entre pays en développement recevra une double impulsion, nationale et internationale.

Dans le cadre des stratégies industrielles nationales, la nécessité de doser à bon escient le remplacement des importations et la promotion des exportations impose la prise en considération des plans d'intégration régionale, en particulier par les petits pays en développement et les moins avancés. D'autre part, sur le plan international, l'absence de progrès faits en direction de la coopération totale Nord-Sud pour le développement économique et la réalisation du nouvel ordre économique international donnent un caractère particulièrement urgent à la mise en place d'une coopération Sud-Sud productive, surtout dans les domaines de l'industrialisation et dans d'autres secteurs connexes. La coopération Sud-Sud peut fournir aux pays en développement les moyens de réduire leur dépendance à l'égard des pays développés et aussi d'exploiter, grâce à leurs propres énergies, les ressources abondantes dont ils peuvent en principe disposer.

92. Néanmoins, c'est précisément à cause du riche potentiel d'industrialisation des pays en développement que la coopération entre le Nord et le Sud peut être aussi bénéfique pour l'économie mondiale dans son ensemble. Donner un nouvel élan à la coopération Sud-Sud devrait être idéalement considéré comme un pas vers la coopération mondiale. En effet, l'industrialisation des pays en développement est un processus qui, sous réserve d'être entrepris collectivement par la communauté mondiale, aura des avantages considérables pour tous. La mise en oeuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels (ID/CONF.3/31, chap. IV) et la réalisation de l'objectif de Lima pourraient, à condition d'être animées par un esprit neuf de coopération, conduire ensemble le Nord et le Sud sur la voie de la croissance et de l'harmonie dans les années à venir.

Notes

1/ Overcoming Economic Disorder (ST/ESA/133), par. 110.

2/ UNIDO/PI/38, par. 28.

3/ Industry in a Changing World : Special Issue of the Industrial Development Survey for the Fourth General Conference of UNIDO (Publications des Nations Unies, numéro de vente E.83.II.B.6).

4/ Voir le rapport de la Réunion préparatoire de haut niveau en vue de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : Stratégies et politiques de développement industriel pour les pays en développement, Lima (Pérou), 18-22 avril 1983 (ID/WG.391/12).

5/ Etude sur l'économie mondiale 1983, (Publication de l'Organisation des Nations Unies, numéro de vente E.83.II.C.1).

6/ Ibid.

7/ Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1983.

8/ Rapport des réunions préparatoires de haut niveau en vue de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : Stratégies et politiques de développement industriel dans les pays en développement, Lima (Pérou), 18-22 avril 1983 (ID/WG.391/12), par. 14.

9/ Suite donnée à la troisième Conférence générale de l'ONUDI et à la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale : Examen des progrès enregistrés dans l'accélération de l'industrialisation des pays en développement (1981-1982) (ID/B/295/Add.2).

10/ Voir le Rapport des réunions d'experts de haut niveau préparatoires à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI : Mise en valeur accélérée des ressources humaines nécessaires au développement industriel, Yaoundé (République-Unie du Cameroun), 30 mai-3 juin 1983 (ID/WG.394/8).

11/ Suite donnée à la troisième Conférence générale ..., op.cit., par. 39.

12/ Rapport du Forum international sur les innovations technologiques et le développement (ID/WG.389/6), par. 87.

